

MANIFIESTO

Plus d'excuses. Plus de barrières. Nous voulons accueillir tout de suite!

La situation est insoutenable. Nous sommes en train de subir, en plein siècle XXI, la plus grande crise humanitaire de personnes réfugiées depuis la Deuxième Guerre Mondiale. Le nombre de personnes qui fuient de leurs pays pour sauver leurs vies à cause des conflits armés, de la violation des droits, des violences et des persécutions, augmente jour à jour. Il y en a déjà plus de 65 millions par tout le monde. En 2016, 1 259 265 ont essayé de trouver un refuge en Europe tout en sollicitant de la protection internationale, desquelles 15 755 l'ont demandé en Espagne. La mer Méditerranée est devenue la honte de l'Europe; les 17 années précédentes 35 000 personnes y ont perdu leurs vies, et depuis 2016 presque 7 000 personnes, parmi lesquelles des filles et des garçons qui n'ont plus de futur. Et ce qui est pire... notre Gouvernement regarde ailleurs, pendant que des morts auraient pu être évitées si ces personnes auraient pu avoir des voies légales et sûres pour obtenir de la protection.

D'autre part, nos multinationales, comme les grandes puissances mondiales, sont à l'origine des causes de ces migrations forcées: des guerres provoquées poursuivant des intérêts économiques et énergétiques, des violations des droits, de l'esclavitude du travail...

Et pendant ce temps, que fait l'Europe? Que fait l'Espagne? Loin d'offrir une solution, nous avons blindé nos frontières face à l'arrivée de milliers et de milliers de personnes qui cherchent un refuge, nous avons durci les politiques d'asile pour qu'il soit chaque fois davantage difficile d'avoir accès au droit de protection internationale, et nous avons soutenu des accords "illégaux" avec d'autres pays pas sûrs comme la Turquie ou des pays africains, pour que ce soit eux qui "gèrent" le futur de milliers de personnes qui fuient de la guerre, lesquelles vies sont en risque à cause des persécutions. Des personnes dont les droits humains sont violés tout le temps, d'abord dans leurs pays et ensuite lorsqu'ils arrivent chez nous, malgré toutes les lois internationales et les déclarations universelles qui obligent l'Espagne à offrir de la protection internationale. Nous vivons une crise d'État de Droit.

Au comble, le Gouvernement espagnol n'est pas capable de tenir parole de ses propres engagements. Des milliers de personnes attendent dans des camps de réfugiés en l'Europe et hors d'elle, dans des conditions inhumaines, pour être accueillies. Le prochain mois de septembre le délai de l'engagement de l'Espagne d'accueillir 17 337 personnes aboutira. Jusqu'à aujourd'hui, nous avons seulement accueilli le 7%. Un pourcentage honteux qui nous a donné le record en la manque d'accomplissement des accords face au reste des pays.

En plus, les politiques d'asile espagnoles pendant 2016 ont limité au maximum le droit d'asile à des milliers de personnes qui fuient non pas du conflit syrien, mais d'autres conflits, et qui souffrent aussi des violations de leurs droits.

Maintenant, plus que jamais, il faut urgentement que toute la citoyenneté, les collectifs, les associations et les mouvements sociaux sortent à la rue pour dire haut et clair ce que nous voulons:

- Nous voulons une Europe accueillante, NON une Europe forteresse
- Où le droit à la vie et au refuge soit protégé, NON pas où les droits des personnes qui essayent d'atteindre nos frontières en fuyant de la mort soient violés.
- Que ces personnes soient accueillies en respectant les engagements et les obligations. On ne peut pas expulser quelqu'un vers des pays non sûrs.

Toutes ensemble nous exigeons que les personnes qui fuient de leurs pays soient traitées selon leurs droits et qu'elles puissent solliciter la protection internationale dont elles ont droit dans des pays comme l'Espagne, sans d'obstacles et de façon efficace.

- Que l' Espagne et le reste des pays européens garantisse par cela l' accès aux voies légales et sûres, comme des couloirs humanitaires ou la possibilité de solliciter de l' asile aux ambassades.
- Que l' Espagne et le reste de gouvernements de l' UE adoptent des mesures urgentes d' accueil, et qu' elles soient appliquées immédiatement, en mettant l' accent sur les personnes qui ont besoin d' une protection spéciale, voir les filles et les garçons, et les personnes LGTBI.
- Que l' Union Européenne suspende la signature et les accords de contrôle frontalier, retour et réadmission avec des pays qui ne respectent pas les Droits Humains.
- Que l' Espagne et l' UE mènent des politiques d' accueil qui garantissent la dignité et l' inclusion des personnes réfugiées et migrantes.
- Et, bien sûr, que les gouvernements renforcent la coopération au développement pour travailler sur les causes qui provoquent autant de déplacements des personnes réfugiées, pour éviter qu' elles doivent encore fuir.

Pour toutes ces raisons, le prochain 17 juin, nous sortirons à la rue pour montrer notre indignation, et pour exiger au Gouvernement de l' Espagne, et à l' Union Européenne en son ensemble, qu' ils ne jouent plus avec la vie de millions de personnes et qu' ils offrent des politiques migratoires et d' accueil qui garantissent leurs droits.

**Plus d' excuses. Plus de barrières.
Nous voulons accueillir tout de suite!**